



LA DÉ- CADE

LA LETTRE DU CERCLE
JEAN-BAPTISTE SAY

« Les lumières et la morale
sont aussi nécessaires au
maintien de la République
que le fut le courage pour
la conquérir. »



J'ABONNE UN AMI!

CLIQUEZ ICI



Notre numéro de Mai est consacré à la réédition de plusieurs papiers qui nous paraissent toujours d'actualité puisqu'ils traitent :

- De l'importance de disposer d'un socle de connaissances fondamentales (Il nous l'avait bien dit, et Au fil des lectures : 10/10 et 0/10), l'un des grands enjeux qui guident l'action du Cercle Jean Baptiste Say depuis sa création ;
- De l'inflation qui refait son apparition dans nos économies.

Notre Parole d'Entrepreneur est lui inédit. Il accueille ce mois-ci un entrepreneur au parcours très particulier.

Il nous l'avait bien dit

Paru en février 2020

Sans tout savoir de l'économie il est nécessaire d'en bien comprendre les idées fondamentales.



Jean Baptiste Say a été nommé professeur au Collège de France en mars 1831. La création de cette première chaire d'Économie politique s'était fait longtemps attendre. Mais déjà la santé de Say était fortement altérée puisqu'il mourut l'année suivante. Dans son discours d'ouverture, Say insiste sur la distinction des lois politiques et des lois économiques, parfois confondues au XVIII^e siècle : l'isolement des lois économiques doit permettre leur bonne compréhension et de bien les mettre au service de la société.

« Pourquoi dans l'Économie telle qu'on la conçoit maintenant ne comprend-on pas la politique pure, l'organisation constitutionnelle des États et des pouvoirs ? C'est parce que les sciences s'étendent en se perfectionnant. « Notre âme s'élargit, dit Montaigne, d'autant plus qu'elle s'emplit ». Mais notre tête n'a qu'une certaine dose de facultés, notre temps est borné, et quoiqu'on ait perfectionné les méthodes, et qu'on est réduit à l'essentiel ce qu'il convient d'apprendre, de loger dans la mémoire des hommes, il est nécessaire de circonscrire, de classer nos connaissances, pour qu'elles ne fassent pas de confusion entr'elles, pour que tout homme instruit puisse prendre les principes fondamentaux de toutes, et ne suivre, jusque dans ses dernières recherches, que celles qu'exige spécialement la profession qu'il a embrassée.

Si nous voulions apprendre tout ce qui se tient, tout ce qui s'enchaîne, nous voudrions tout savoir, car il n'est aucune science qui n'ait des points de contact avec une autre, et, de proche en proche avec toutes les autres. L'Économie a des rapports avec la politique pure, puisque la liberté d'industrie dépend jusqu'à un très haut point de la liberté du commerce et de la sécurité des propriétés, qui ne peuvent être assurées que sous un régime libéral. Nos relations avec l'industrie étrangère dépendent de notre droit international et de nos relations diplomatiques.

D'un autre côté l'Économie, d'après les théories de la production, est intimement liée à la situation de nos arts utiles qui eux-mêmes dépendent tout à fait de nos connaissances en chimie et en mécanique. De sorte que de proche en proche, l'étude de la diplomatie a des rapports avec l'étude de la chimie et de la mécanique. Qui oserait néanmoins avancer que l'on ne peut être ambassadeur à moins de savoir jusque dans ses détails la technologie d'un seul art comme celui de faire des épingles !

L'ambition de tout homme raisonnable ne saurait être de tout savoir mais de savoir bien la chose dont on juge à propos de s'occuper. Sur tout le reste, il suffit de posséder les idées fondamentales. Mais il faut que les idées fondamentales que l'on acquiert soient justes et entièrement conformes à la vérité. »

Cours complet d'Économie Politique. T4. 1829

Analyse économique

Paru en avril 2021

Inflation, vers l'explosion ?

Alors même que le problème des banquiers centraux sur les dernières années était celui d'une inflation trop faible, voire d'une déflation, l'ampleur des mesures adoptées par les gouvernements et les banques centrales pour répondre à la crise Covid-19 fait craindre le retour de l'inflation sur des niveaux dignes des années soixante-dix.

Qu'est-ce que l'inflation ?

Prise dans son acception la plus courante, l'inflation mesure l'évolution des prix d'un panier de biens et services représentatifs pour le ménage moyen. Si un panier de biens et services donné voit son prix augmenter de 2% sur un an, cela signifie que pour acheter ce qui coûtait 100 euros il y a douze mois, il en faut maintenant 102. C'est pourquoi l'on dit aussi que l'inflation correspond à la perte de pouvoir d'achat de la monnaie. Alors que l'inflation était en moyenne proche de la cible des banques centrales à 2%, elle a été plutôt en dessous sur les dernières années, un peu aux États-Unis, mais de manière plus notable dans la zone euro, où elle était en moyenne d'environ 1%.

Que veulent et que font les banques centrales ?

Les banquiers centraux souhaitent avoir un peu d'inflation, car elle met de l'huile dans les rouages, notamment en permettant des ajustements moins douloureux. Par exemple, si le coût du travail est un peu élevé, quelques années de stabilité conjuguée à de l'inflation cumulée permettent de réduire le coût réel du travail. Il en va de même pour la dette dont le coût finit par être moins lourd aux dépens des créanciers.

Aujourd'hui la cause principale des inquiétudes en matière d'inflation est à trouver du côté de l'action des banques centrales. En rachetant des quantités énormes d'emprunts d'État, elles ont fait bondir la taille des masses monétaires. Si celles-ci augmentent plus vite que la croissance réelle de l'économie, il y a fort à parier que les prix des biens et services vont augmenter.

La politique monétaire actuelle prépare-t-elle une forte hausse de l'inflation ?

C'est la théorie classique : l'adage de Milton Friedman selon lequel l'inflation est partout et toujours un phénomène monétaire nous annonce-t-il une hausse de l'inflation à la mesure de la hausse des masses monétaires : +25% aux États-Unis, +12% dans la zone euro ?

OCDE : croissance sur un an de la masse monétaire M3



Sans doute pas, car il existe entre les agrégats monétaires et l'économie réelle un intermédiaire financier, beaucoup plus développé qu'à l'époque de Milton Friedman, qui complique largement la donne. En effet, entre la monnaie, en tant que telle, et les actifs financiers les moins risqués, il y a une certaine continuité qui rend la relation sans doute moins automatique que par le passé.

Comment identifier le vrai signal de hausse de l'inflation ?

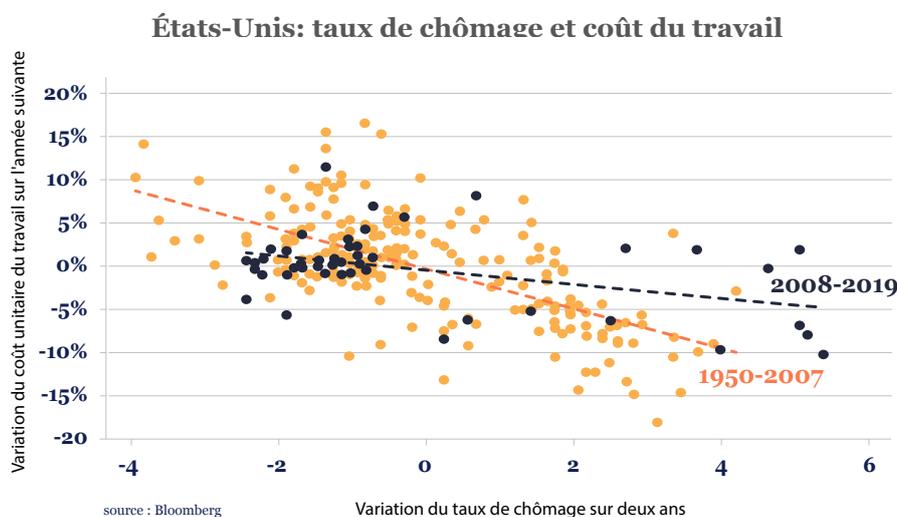
Lorsqu'on regarde l'inflation, il est important de distinguer le signal du bruit. En effet, de nombreuses choses peuvent amener certains prix à s'ajuster à la hausse (hausse des coûts de production, pénurie temporaire, taxes, effets de base) au point de pousser les chiffres d'inflation sur des niveaux élevés. Si leur effet n'est pas durable, ce n'est que du bruit. En revanche, si les pressions inflationnistes commencent à s'auto-entretenir, c'est le signal d'un mouvement plus durable que la banque centrale doit prendre en compte.

Du bruit, il va y en avoir du fait des effets de base liés aux baisses de prix en 2020 dans le contexte des premiers confinements, mais aussi du fait que le retour à un régime d'activité à peu près normal implique des ajustements dans les chaînes de production, dont certaines ont été arrêtées pendant un certain temps, ce qui peut provoquer des pénuries temporaires.

Le signal ne deviendra clair qu'à partir de l'année prochaine.

Le risque de retour d'une inflation forte et durable est-il réel ?

Une inflation du type des années 70 semble pour autant peu probable. Poids plus important des services, absence de contrôle des prix provoquant des ajustements brutaux, moindre indexation des salaires, digitalisation, moindre corrélation entre l'activité et les salaires sont autant de facteurs qui semblent limiter le potentiel de hausse de l'inflation.



Mais lorsqu'on additionne les mesures prises pour soutenir l'activité aux États-Unis, on ne peut que s'interroger sur le risque d'enclencher une nouvelle période d'accélération des salaires. En effet les salaires seront sans doute la clé. En l'absence de croissance de ceux-ci, une accélération de l'inflation rogne le pouvoir d'achat et donc in fine l'activité. Il faut que les salaires suivent pour que l'inflation devienne pérenne. Réponse dans les (très) prochaines années !

Reçu 10/10

Paru en septembre 2021

« Une vérité appartient non pas au premier qui la dit, mais au premier qui la prouve. »
(Traité 1^{re} ed.)

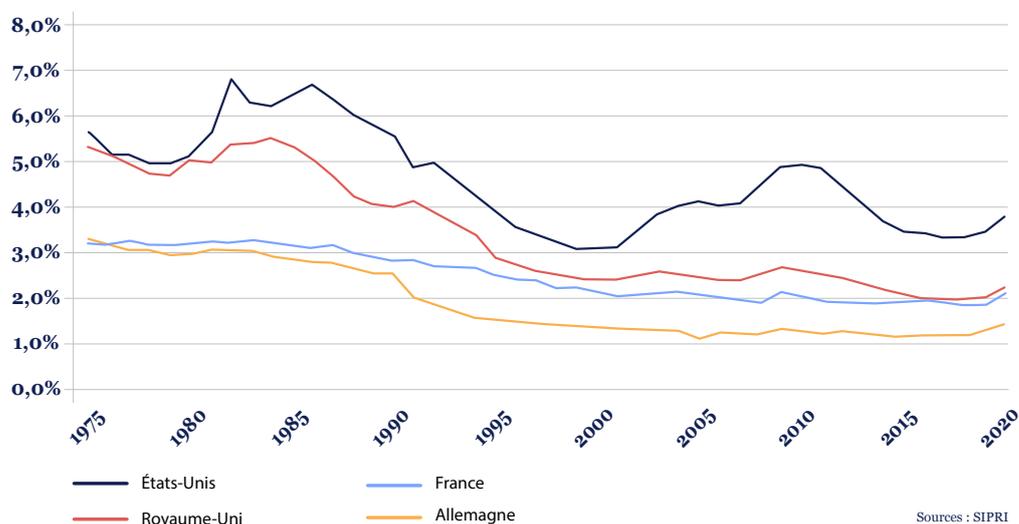
François Ecalle - Fipeco : oui à force de vivre au-dessus de ses moyens on s'appauvrit...

Nous avons déjà mentionné la qualité informative et pédagogique de Fipeco animée par François Ecalle qui réalise un formidable travail de fond de diagnostic de notre économie, notamment dans sa composante budgétaire et publique. Nos lecteurs gagneront à le suivre régulièrement.

Et ce n'est pas pour vous casser le moral dès la rentrée, mais nous avons souligné en diverses occasions la divergence du chemin français de création de richesse par rapport à ses partenaires et voisins européens (Allemagne, Autriche, Suisse, Pays-Bas, pays nordiques etc.) se traduisant par un décrochage massif de l'indicateur le plus simple et le plus rustique qu'est le PIB par habitant. La France produit moins, crée moins de richesse, notamment parce qu'elle travaille moins. La conséquence si l'on veut se maintenir, c'est de s'endetter. Et l'endettement public doit, comme dans le bilan d'une entreprise, être comparé aux actifs publics si l'on veut mesurer non pas la création de richesse mais le stock de richesse. C'est ce qu'a fait [François Ecalle dans sa dernière étude du 2 septembre](#) pour les administrations publiques centrales.

En dépit de quelques privatisations et cessions immobilières, la valeur de ce patrimoine brut se maintient, notamment grâce à la hausse des prix de l'immobilier et du foncier et à la bonne tenue des marchés financiers. Mais la croissance de l'endettement a fini par **réduire à presque néant notre patrimoine net**. C'est ce qui s'appelle vivre sur la bête...

Le patrimoine des administrations publiques en % du PIB



Collé 0/10

Paru en octobre 2020

« L'économie : il y a peu de sujet sur lequel on se soit plus donné carrière pour déraisonner »
(traité 1^{re} ed.)

Pas d'économie sans bonne arithmétique : l'échec de l'Éducation Nationale

Riche d'une bureaucratie souvent critiquée, le Ministère de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et des Sports (MENJ), proluxe en acronymes, produit via sa DEPP (Direction de l'Évaluation, de la Prospective et de la Performance) des études CEDRE (Cycle des Évaluations Disciplinaires Réalisées sur Échantillon) sur une base périodique qui permettent notamment d'évaluer l'évolution du niveau des élèves. Il n'y pas que les études Pisa de l'O.C.D.E qui confirment le déclin de notre enseignement. En effet, les deux dernières publications sur le niveau en mathématiques en fin d'[école primaire](#) et en fin de [collège](#) sont alarmantes : Si l'on s'en tient aux écoles, partant d'un niveau moyen de référence de 250 en 2008, le niveau atteint en 2019 est de 232, soit une baisse générale de 7%. Le secteur public hors zones d'éducation prioritaire est dans la tendance (-8%), partant de 253 et finissant à 233 ; le secteur privé fait mieux partant aussi de 253, il finit quasi stable à 257 ; en revanche, le secteur public en zone d'éducation « prioritaire » passe d'un niveau déprécié de 232 à 202 soit une baisse de 13%, qui le met 22% en dessous du secteur privé. L'étude confirme ainsi qu'en plus d'un affaiblissement sensible du niveau moyen (-8% pour la moitié centrale) les écarts se sont accrus entre les plus faibles et le plus performant : 20% contre 10% en 2008.

Score moyen en 2008, 2014 et en 2019 selon l'indice de position sociale moyen de l'établissement

Indice moyen de l'établissement	Année	Score moyen
Premier quart	2008	237
	2014	229
	2019	207
Deuxième quart	2008	247
	2014	242
	2019	226
Troisième quart	2008	254
	2014	258
	2019	237
Quatrième quart	2008	262
	2014	265
	2019	257

Lecture : en 2019, les élèves du premier quartile (écoles les plus défavorisés selon l'indice de position sociale) ont un score de 207 contre 229 en 2014. Les évolutions significatives entre deux évaluations successives sont indiquées en **gras**.

On utilise désormais un indice de position sociale croisé qui a été appliqué sur les données des évaluations précédentes.

Champ : élèves de CM2 de France métropolitaine + DROM, Public + Privé sous contrat.

S'agissant des collègues, la baisse est générale aussi (-6%) par rapport au niveau de référence de 250. Mais si elle est modérée pour le groupe le moins favorisé qui passe de 228 à 220, elle est plus forte pour le groupe de tête qui baisse aussi de 268 à 254 ; une sorte de nivellement par le bas en quelque sorte...

Pour comprendre l'économie qui fait le quotidien des consommateurs, des travailleurs, des retraités et des contribuables, il n'est pas besoin d'avoir la médaille Fields...Mais il est indispensable de maîtriser quelques bases comme les pourcentages (les augmentations...) ou les grands nombres (les milliards...). Cette maîtrise semble devoir échapper à un nombre croissant de jeunes qui n'auront pas l'occasion de l'acquérir ultérieurement.

Cette publication ne semble pourtant pas sonner l'alarme au Ministère : affaissement du niveau moyen et creusement des inégalités, autant dire un échec total au regard de la mission et de l'ambition que l'on pourrait prêter à l'Éducation Nationale. Pas d'analyse des causes, pas de propositions de remédiation : le silence se poursuit comme se poursuivra sans doute le déclin... Et il ne sera pas sans impact sur notre prospérité collective : les pays les plus riches sont aussi ceux qui ont le meilleur niveau d'éducation – et réciproquement.

Parole d'entrepreneur

Mai 2022

Thanh My Duong Fondateur et CEO de MyDral et de LimTree www.limtree.com / www.mydral.com



My est né au Vietnam. Son père est mécanicien aéronautique pour la PanAm.

My a 6 ans lorsqu'il embarque le 24 avril 1975 sur le dernier vol assuré par la compagnie pour évacuer les employés et leurs familles avant la chute de Saïgon ([le récit](#) et [le film](#) réalisé en 1990).

Un aller simple vers l'inconnu pour My, ses trois sœurs et ses parents.

D'abord vers les États-Unis, puis vers la France. My ne parle pas un mot de français mais il apprend vite. Il s'intègre rapidement dans le système éducatif. Comme le souligne My, l'éducation à la vietnamienne repose au premier chef sur le respect des aînés et tout de suite après sur le travail : « ...tu seras médecin, avocat, ingénieur, ou...raté ! ».

My fait partie des « ratés ». Après un parcours secondaire passable, il se révèle une passion soudaine pour les maths, et pour l'informatique. Il apprend le latin-grec de la programmation : le LisP et le Fortran.

Il doit suspendre ses études pour faire son service en Allemagne comme informaticien à la chaîne TV de la caserne des forces françaises de l'OTAN. De la chute de Saïgon à la chute du mur, My vit une nouvelle tranche d'histoire dans un Berlin nouvellement réuni et en pleine effervescence.

À son retour il finit sa maîtrise en informatique en cumulant deux jobs en parallèle. Lors d'une journée portes ouvertes entreprises, IBM le recrute. Il découvre la joie d'être payé pour faire ce qu'il aime. Il part ensuite chez Coda Financials un éditeur britannique de logiciel comptable qui le fait voyager. My a 26 ans quand on lui propose de faire partie du MBO sur l'activité française. Sa participation au comité de direction lui permet de muscler ses connaissances sur la stratégie, la gestion et le marketing.

Alors qu'Internet commence à se développer partout il part et passe une première fois par la case startup dans le e-learning en rejoignant des associés.

Puis il décide de lancer sa propre entreprise, en empruntant 25 000 euros à sa mère. Il réactive son réseau d'anciens de chez Coda à qui il propose ses services en freelance. Il embauche prudemment, au fur et à mesure pour faire face à l'activité qui grossit. Son entreprise se transforme en société de conseil informatique. Coup dur. Ce jeune professionnel que My fait monter à ses côtés en lui donnant 50%

des parts tente de prendre le pouvoir. My n'a d'autre alternative que de liquider la société. Nouvelle leçon.

Cette fois, My lance LimTree, seul aux commandes.

On est en 2006 et son concept d'analyse et de valorisation du patrimoine de données business est alors très novateur. Si le démarrage est difficile l'entreprise est positionnée sur un concept dont on connaît aujourd'hui la valeur.

C'est un succès.

LimTree et son spin off Mydral sont aujourd'hui le numéro 1 français du secteur de la « [dataviz](#) ».

L'entreprise compte une centaine de personnes expertes en analytics, en big data et en intelligence artificielle.

Son CA dépasse les 10 millions d'euros. L'entreprise basée à Paris a ouvert un bureau à Londres et en ouvre bientôt un autre à Bangkok.

1) Pourquoi être devenu entrepreneur ?

Je pense que c'est lié à mon éducation. Mon père était extrêmement strict. Il fallait respecter les aînés et la hiérarchie. Je pense que, par réaction, j'ai développé un vrai besoin de liberté, une aversion du statu quo, de l'ordre établi, et l'envie de faire les choses moi-même.

Cette indépendance que j'ai développée m'a poussé à tracer mon propre sillon.

En même temps on n'est jamais vraiment le maître de son destin. Un chef d'entreprise a des patrons : ses clients, ses marchés, ses employés... Mais en tant que leader il conduit son bateau.

2) Le chef d'entreprise est-il le seul à entreprendre ?

Le chef d'entreprise est un moteur important, l'étincelle qui allume le feu. Mais ce feu doit être entretenu.

Entreprendre c'est avant tout prendre des initiatives. Une initiative peut se concrétiser dans la production de quelque chose : un objet, un concept, une méthode.

Entreprendre c'est réunir des compétences, des personnes, des moyens dans le but de réaliser quelque chose.

L'intrapreneuriat est une forme d'entrepreneuriat. Plus accessible pour ceux qui ont besoin d'un cadre pour entreprendre, par opposition à l'entrepreneur qui part de zéro.

Le matriarcat est une forme d'entrepreneuriat. Gérer une famille, l'éducation et le développement des enfants, c'est une création. Une mère de famille prend des initiatives en permanence. Elle entreprend.

Il est vrai que tout le monde n'a pas la fibre entrepreneuriale. Certains ont besoin de suivre le sillon tracé par l'entrepreneur. Ils ont besoin de motivation externe, besoin d'être poussé. Le chef d'entreprise se différencie surtout par le fait d'assumer la responsabilité du risque. Le risque pour les autres d'abord. Le bien être des gens dépend des décisions qu'il prend. S'il se trompe il peut mettre au tapis des gens qui ont eux-mêmes des engagements qu'ils ne pourraient plus honorer.

Le risque financier pour lui ensuite. D'ailleurs, je me suis souvent senti un peu « lonely at the top » pour cette raison. Le stress permanent de l'échec financier m'a toujours habité.

3) Pour vous, qu'est-ce que la création de valeur ?

La première valeur c'est de se réaliser tous les jours. Dans toutes choses. Entreprendre occupe les deux tiers de la vie de l'entrepreneur. Si on y va à reculons, autant faire autre chose. Créer de la valeur c'est donc créer un environnement suffisamment stimulant d'un point de vue intellectuel pour ne jamais s'ennuyer. Il faut que ce soit fun. Il faut avoir envie d'y aller. Du point de vue du groupe qui m'accompagne, la création de valeur c'est réunir une équipe et la pousser à donner le meilleur d'elle-même. S'élever les uns et les autres.

Faire en sorte que les gens grandissent, se transforment, récoltent aussi le fruit de leur engagement dans l'entreprise et en profitent, et qu'ils aident à leur tour d'autres à grandir, est une création de valeur.

Leur réussite rejaillit sur moi en tant qu'entrepreneur.

La valeur financière n'est finalement qu'un indicateur de réussite de l'entreprise.

L'argent n'est pas ma motivation. Au-delà de la couverture des besoins courants, par exemple assurer un toit à mes enfants et veiller à ce qu'ils ne manquent de rien, mes besoins matériels sont finalement très limités. Je roule en clio et je porte une montre à 30 euros.

4) Quelles sont les trois ou quatre mesures à prendre pour améliorer le développement des entreprises françaises ?

Réduire la pression fiscale et sociale qui pèse sur les petites entreprises.

Cette pression en France a un côté un peu confiscatoire. Elle met en péril la stabilité des entreprises nouvellement créées et les empêche de se développer par manque de ressources pour financer de nouvelles initiatives. Des exonérations et des facilités financières spécifiques permettrait certainement d'aider les petits entrepreneurs à aller plus loin.

Libérer le cadre du travail bien trop complexe. Une complexité qui ne sert à personne et qui ralentit la machine.

Revoir la place de l'entreprise dans le système éducatif français. L'alternance devrait être généralisée beaucoup plus tôt dans les cursus, pour provoquer la rencontre des jeunes avec le monde de l'entreprise plus rapidement et susciter des vocations.

Mai 2022

POURQUOI « LA DÉCADE » ?

« La Décade philosophique, littéraire et politique » cofondée par Jean-Baptiste Say en avril 1804 était publiée chaque décadi, dernier jour des trois décades qui rythmaient les mois du calendrier républicain. Selon l'affiche publicitaire qui soutint son lancement, son ambition était « d'instruire et amuser » !

« La Décade », publiée sur internet 10 fois par an, autour du 10 du mois, sera l'outil de communication du Cercle Jean-Baptiste Say (www.cerclejeanbaptistesay.com), parlera d'économie, tâchera d'instruire et tentera d'amuser... Tentez votre chance! L'abonnement est gratuit et la diffusion repose sur la promotion des lecteurs. Hommage donc à la sagesse d'un révolutionnaire qui a si bien compris l'importance de la prospérité dans le développement et le maintien de la démocratie. Et si bien expliqué les conditions nécessaires à cette prospérité : la liberté, la propriété, l'échange, le travail. Sans entrepreneurs, point de prospérité et sans prospérité, point de solidarité!

Avec Jean-Baptiste Say comme guide et pédagogue, rappeler les principes fondamentaux de l'économie et expliquer simplement les mécanismes de création de richesse pour qu'ils puissent se remettre en marche dans notre pays, voilà l'ambition de la Décade.

